

Février 2017

l'école

SNES-FSU

U.
F.S.U.

snés
fsu

REVUE SYNDICALE ET PÉDAGOGIQUE - PARAISSANT DEPUIS 1910

Édito **Demain se prépare aujourd'hui dans la rue**

La période électorale en cours est dominée par les idées de la droite et de l'extrême-droite. François Fillon, candidat victorieux de la primaire de la droite et du centre, avance avec une véritable « stratégie du choc » avec pour objectif de mettre en place, en cas de victoire, un véritable rouleau compresseur des acquis sociaux, des solidarités. Il manifeste un mépris affirmé du syndicalisme que nous représentons, celui de la lutte et de la transformation sociale.

Les affaires scandaleuses qui le rattrapent aujourd'hui pourraient lui coûter la présidence, ce qui ne serait que justice. Mais nous ne serions pas sortis d'affaire pour autant car le très libéral Macron pourrait en tirer profit avec son projet de « libérer le travail » qui n'est rien d'autre qu'un programme de droite.

La défaite de Manuel Valls à la primaire de la « belle alliance populaire » est une bonne nouvelle. C'est la démonstration finale de l'illégitimité de sa politique, tout particulièrement de la loi travail, très majoritairement rejetée dans le pays. Ainsi les idées de gauche sont remises au goût du jour. Hamon veut incarner un PS qui renouerait avec les valeurs de gauche, mais son projet de revenu universel n'est pas sans causer d'inquiétude en ce qu'il pourrait se faire contre la sécurité sociale.

Actuellement, il n'y a pas, pour cette échéance électorale, de débouché politique unitaire. Pourtant, le peuple de gauche (les salarié-es contre la loi travail, Nuit debout, les militant-es des droits et libertés, et tous les solidaires des réfugié-es) qui a mené des

luttons contre le libéralisme autoritaire à la sauce Valls l'attend et participe à sa construction. L'exemple grec nous a montré qu'une victoire électorale qui ne s'appuie pas sur un rapport de force dans la rue, est impuissant devant l'autoritarisme de la « troïka ».

Ainsi, seule l'unité du syndicalisme de lutte et de transformation sociale serait capable de maintenir dans l'agenda politique les questions de solidarité, d'égalité, de partage des richesses. L'intersyndicale opposée à la loi travail au printemps et à l'été dernier doit se donner l'ambition d'unifier ces revendications, de construire un rempart face aux néo-libéraux et surtout de préparer les luttes nécessaires. Une échelle collective assez vaste est en effet nécessaire pour promouvoir l'idée qu'il n'y a pas de « sauveur suprême » et que c'est notre implication dans la construction des luttes qui peut changer la donne, créer les conditions d'une unité revendicative.

Il serait regrettable que la perspective des élections professionnelles fasse obstacle à l'expression unitaire du syndicalisme de lutte et de transformation sociale au prétexte de concurrence électorale. Les batailles sont là qui exigent l'engagement de toutes les forces de progrès : la lutte que mènent les personnels des lycées de l'éducation prioritaire mobilisés pour une carte élargie de l'EP ; le 8 mars qui sera une journée de grève et de manifestation pour défendre les droits des femmes plus que jamais remis en cause...

Les échéances électorales, quelles qu'elles soient, ne doivent pas tétaniser le syndicalisme de transformation sociale : demain se prépare maintenant dans la rue.



L'équipe nationale Ecole Emancipée au SNES c'est : Agnès Akielewicz, Grégory Bekhtari, Marie Haye, Clément Lefèvre, Sylvain Marange, Marie-Cécile Périllat, Nolwenn Pontoizeau, Julie Siaudeau.

ée Ecole émancipée
TENDANCE DE LA FSU

Stage de l'École Émancipée SNES - 10 et 11 janvier 2017

Comme tous les ans, l'équipe nationale de l'EE-SNES a organisé un stage de formation syndicale ouvert à toutes et tous. Il a eu lieu les 10 et 11 janvier 2016 dans les locaux du SNES à Paris avec 50 participant-es. Au programme, « Les conditions de travail des enseignant-es » avec Christophe Hérou, « Les évolutions des trois voies du lycée et la perspective d'un lycée unique » avec Tristan Poullaouec, « Comment faire vivre nos mandats sur la parité ? » avec Ingrid Darroman et « Quels combats pédagogiques contre l'école capitaliste ? » avec Sylvain Marange et Marc Rollin.

Vous trouverez dans cet EE-SNES-INFO un compte rendu rapide rédigé par l'équipe EE du bureau national reprenant les grandes lignes des présentations de chaque intervenant-e. Pour obtenir un compte rendu détaillé des interventions intégrant également les débats, il vous suffit de nous adresser un mail : clement.lefevre@snes.edu

Témoignage d'une stagiaire enthousiaste

Le stage annuel d'École Émancipée du second degré a été enthousiasmant : les mandats portés par École Émancipée m'ont semblé plus clairs, notamment celui du lycée unique. A priori fort intéressée par ce mandat, il me semblait en fait confus. Grâce à l'intervention limpide de Tristan Poullaouec, j'ai donc compris qu'il ne serait possible et réalisable entre autres qu'à partir d'une école primaire reconstruite permettant la réussite de tous et toutes au préalable. C'est un « vieux » mandat d'une vingtaine d'années, et c'est primordial que les militant-es plus aguerris transmettent leur réflexion aux néophytes. Je suis ravie de mieux saisir ce mandat, par ailleurs porté à présent par le S3 de Poitiers, car beaucoup de militant-es du SNES sont encore dubitatifs-ives. De même j'ai beaucoup aimé la touche positive de Christophe Hérou : en effet nous sommes prompt-e-s, pris-es par la difficulté ordinaire de notre travail, à valider ce qui ne fonctionne pas, et pourtant on ne s'en sort parfois pas si mal ! La conférence d'Ingrid Darroman a permis aussi de réaffirmer avec détermination les fondamentaux féministes essentiels à l'égalité hommes-femmes, et le débat qui a suivi a montré que ce mandat a besoin d'être porté et soutenu par tous et toutes. Cela m'a redonné confiance, car bien souvent ces questions de parité sont reléguées à la marge même dans le milieu militant. Enfin Sylvain Marange et Marc Rollin, ont

rappelé les mandats du manifeste pédagogique d'École Émancipée.

Peut-être que toutes ces réflexions irradieront interventions et apports au sein des différentes instances du SNES... Ce stage est aussi un moment amical et jovial dans lequel on rencontre d'autres militant-es et syndiqué-e-s de toute la France. On fait connaissance, on échange des pratiques et des nouvelles syndicales. Enfin, en retrouvant mes classes à l'issue de ce stage, je me suis sentie plus investie d'un projet émancipateur auprès d'elles. Ce stage a été un bon antidote contre la réforme du collège et ses inepties pédagogiques et m'a confortée dans mes pratiques pédagogiques tout en les interrogeant et les renouvelant.

Ces conférences d'une heure environ m'ont permis d'entendre les mises en perspectives diverses : rappels historiques, sociologiques, et permettent ensuite des débats riches, argumentés et vivants. Menées par des militant-es chevronnés d'École Émancipée et des chercheurs, ces conférences ont été enrichissantes.

Enfin accaparée par « la difficulté ordinaire » de mon métier, je n'ai pas toujours le temps de réfléchir et de prendre du recul afin d'analyser différents aspects de mon métier et de mon militantisme.

Sophie Le Mô



L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE

c'est également une **revue syndicale et pédagogique**
au cœur des luttes de l'éducation et du mouvement social.

Abonnez-vous ou réabonnez-vous

Abonnement en ligne : <http://www.ecoleemancipee.org/>

Les conditions de travail des enseignant-es

Une lutte à mener pour nous réapproprier notre travail !

L'école subit dans nombre de pays dits « avancés » de profondes transformations qui découlent d'évolutions économiques (globalisation, « nouvelle économie du savoir »), sociales (accroissement des inégalités) mais aussi culturelles de nos sociétés (demande d'individualisation, nouveau rapport à l'autorité, au savoir...), engendrant depuis 40 ans un durcissement progressif de la condition enseignante.

Lors du stage EE-SNES de janvier, Christophe Hélou, qui a participé à des travaux de recherche à l'INRP¹ et est auteur avec Françoise Lantheaume de *La souffrance des enseignants, une sociologie pragmatique du travail enseignant*², est intervenu.

Gestion de classe et savoirs

La tenue de classe est devenue plus difficile : moins reconnu par les élèves mais aussi par la société, critique à son égard et à celui des savoirs scolaires, l'enseignant doit sans cesse se justifier. Si cela traduit des avancées dont on peut se satisfaire en termes de citoyenneté, il n'en résulte pas moins une perte de considération et une tension professionnelle accrue dans le monde enseignant.



La fin d'un certain compromis

Avant la mise en place du néo-management public, il existait un certain compromis, issu du consensus de 1945, entre les enseignant-es et le MEN, dont les objectifs concordaient. Il y avait peu d'écart entre prescription et travail réel. En 1998, avec Allègre naît la césure qui ne cessera de s'accroître. Des DRH sont créées dans les rectorats, mais la souffrance des enseignant-es, bien qu'étant reconnue par l'administration, est traitée sous la forme du pathos, à rebours de la position syndicale.

Analyser le travail enseignant

Une particularité de ce métier réside dans le fait que toute défaillance est très visible, quand ce qui fonctionne est silencieux, peu visible. La « *difficulté ordinaire* », intrinsèque à la tâche, est partout, elle fait sens dans le travail et c'est justement pourquoi il faut l'étudier : à quel moment cette « *difficulté ordinaire* » devient-elle source de souffrance ? Dès lors qu'on perd la puissance d'agir, on ne gère plus la situation.

Loin de la « *pathologisation* » à laquelle l'institution

renvoie l'individu en difficulté, la sociologie du travail défend l'idée que c'est l'organisation du travail au sens large qui permet ou non de gérer la « *difficulté ordinaire* ». Quand certains modes d'organisation freinent le travail, engendrent de la souffrance, d'autres facilitent, permettent la gestion de la « *difficulté ordinaire* », qui d'ailleurs, se vit souvent collectivement.

Une identité professionnelle mise à mal

Dans notre société capitaliste, les individus se définissent d'abord par leur activité professionnelle et le dénigrement du travail produit atteint l'identité, d'où les effets délétères des discours dénigrant l'école ou l'hôpital ces dernières années. Le néo-management public divise, déstabilise professionnellement et modifie la tâche des personnels pour faire disparaître le service dans lequel ils exercent. Le fait de devoir appliquer des directives dont les agents ont la conviction qu'elles vont dégrader le service rendu, tout en détruisant le métier lui-même, est source de souffrance. Quand la prescription s'éloigne du travail réel, le travail devient « *empêché* ».

Se réapproprier le travail

En voulant réduire le plus possible l'écart entre la prescription et le travail réel, l'institution pratique un « *management totalitaire* » où tout est prescrit sous forme de « *bonnes pratiques* ». Pour mettre fin à cette tyrannie, il faut rétablir cet écart. Le groupe professionnel se reconnaît dans la norme professionnelle qu'il construit dans un espace d'autonomie indispensable, source de créativité et d'efficacité. Le sentiment de « *beau travail* » que nous pouvons avoir au sujet de notre activité est un facteur d'engagement et de dépassement. La définition du travail est une lutte continue entre le travailleur et le prescripteur.

Le monde enseignant, aujourd'hui déstabilisé, ne peut plus se contenter de résister. Il lui faut désormais lutter pour recréer son espace d'autonomie, reconstruire sa définition du travail, reprendre la main sur ses pratiques grâce à la mise en place de collectifs de travail sur le terrain, dans les établissements. L'EE mènera ces luttes !

¹ INRP : Institut National de Recherche Pédagogique, institut autonome à l'Éducation Nationale démantelé en 2010 sous Sarkozy.

² Puf 2008



Le lycée unique : une révolution pédagogique et politique

La revendication d'un lycée unique portée par l'EE, avance au sein du SNES-FSU, mais reste un clivage. Ce mandat historique est pourtant plus que jamais d'actualité, quand il est question de réformer le lycée dans la suite du collège, ou quand des lycées sortent de l'éducation prioritaire.

Pour alimenter notre réflexion, nous avons, dans le cadre de notre stage annuel EE-SNES, sollicité Tristan Poullaouec : maître de conférences à l'Université de Nantes, membre du Centre Nantais de Sociologie (CENS) et du Groupe de Recherches sur la Démocratisation Scolaire (GRDS), ses recherches portent sur le devenir scolaire et professionnel des enfants des familles populaires¹.

Ce que défend le GRDS

Le GRDS propose une « école commune », avec un tronc commun de 3 à 18 ans, qui passe par un vaste réexamen des procédures d'apprentissage, des contenus d'enseignement, et de la formation des enseignant-es², pour l'éradication de la concurrence entre élèves dans un objectif de transformation sociale. Dans ce cadre un lycée commun est nécessaire. Cette perspective est la plus susceptible de s'opposer efficacement à celle de « l'école du socle », à condition de la penser dans le cadre d'une école commune radicalement plus efficace dans la transmission des savoirs et ce dès la petite enfance. Beaucoup expriment la nécessité d'une sortie rapide du système scolaire des élèves « en difficulté », pourtant la grande majorité des familles populaires aspirent aujourd'hui à un diplôme de l'enseignement supérieur pour leurs enfants. Ainsi un tronc commun au lycée pour tous les élèves est à construire : un baccalauréat de culture générale et technologique. Personne ne doit être exclu de l'étude des grandes œuvres de l'humanité, pour construire collectivement un autre avenir !

Quelles différences avec les réformes récentes et en germe ?

80 % des élèves sont toujours scolarisés à l'âge de 18 ans. Dès lors, la prolongation de la scolarité, obligatoire jusque là, apparaît juste et réaliste. Cependant, cette idée, à gauche, est rarement portée avec la volonté de refondre les trois voies du lycée (générale, technologique et professionnelle) et d'en finir avec l'orientation des élèves en fonction de leur origine sociale et / ou de leur genre. Au contraire, dans la réforme de 2010 et dans les projets de réformes dont il est question dans le débat pré-électoral, la volonté d'atténuer la hiérarchie des filières n'est que de façade : il s'agit toujours d'individualiser, de promouvoir l'apprentissage, et de développer l'enseignement des compétences contre les savoirs³, en guise de soumission aux logiques patronales de l'employabilité, de la sélection, tout en ayant l'air d'offrir des perspectives aux élèves issus des milieux populaires.

Pour l'EE, le chantier du lycée unique est enthousiasmant car il est pédagogique et politique.

Pour l'EE, il s'agit de construire l'avenir scolaire de chacun-e des élèves et d'élever la jeunesse qui construira la société de demain. Les mobilisations sociales, comme celle contre la loi Travail, rappellent d'ailleurs l'absolue nécessité de former des citoyennes et des citoyens éclairés et émancipés, dotés d'un esprit critique.

Dans ce cadre, le lycée commun, pour reprendre l'appellation du GRDS, est l'un des leviers de la démocratisation scolaire, contre une école trop souvent au bénéfice des « héritiers » de la culture ou de la richesse de leur milieu. Les débats que nous avons eus lors du stage du 10 janvier ont soulevé des questions :

- quels contenus généraux, technologiques et professionnels, faudra-t-il travailler avec tous les élèves ?
- quels outils et cadres de remédiation faut-il concevoir, sans filières et sans paliers d'orientation et quand doit se faire le début de la spécialisation, en terminale ?
- comment repenser l'évaluation, pour la formation, contre la sélection ?
- comment intégrer dans les contenus de formation initiale et continue des enseignant-es, l'histoire et l'épistémologie des savoirs scolaires, la compréhension des conditions et processus d'apprentissage, la conduite de la classe, la connaissance de l'institution scolaire, etc ?
- comment en finir avec l'école privée, la concurrence entre établissements, les inégalités entre territoires ?

Tout est à penser et à repenser, de l'enseignement primaire à l'université, mais l'idéal démocratique que représente l'horizon d'un lycée commun est un puissant levier de transformation sociale. C'est le pari pédagogique et politique que soutient l'EE, et qu'elle continuera à faire vivre dans le SNES et la FSU.

¹ Dans *Le Diplôme, arme des faibles* (éditions La Dispute, avril 2010), il retrace l'histoire de la conversion des familles ouvrières aux études longues, des années 1960 à aujourd'hui, étudie les parcours de leurs enfants et l'impact professionnel de leurs diplômes, pour tordre le cou aux théories de l'inflation scolaire, invitant à rejeter toute crainte de la démocratisation de l'école.

² GRDS, *L'École commune, Propositions pour une refondation du système éducatif*, éditions La Dispute, 2012.

³ Ces idées sont si ancrées et si peu interrogées, y compris dans le camp qui se réclame d'un certain progressisme de gauche, que même la FCPE, dans un communiqué de soutien à la lutte pour le maintien des lycées en éducation prioritaire, les reprend à son compte : « pédagogies différenciées, renforcement de l'accompagnement personnalisé, tutorat, éducation à l'orientation », ou encore « développement de l'interdisciplinarité et de l'approche par compétence, construction du bac-3, bac +3... ».



GRDS

L'ÉCOLE COMMUNE

Propositions pour une refondation du système éducatif



Comment faire vivre nos mandats sur la parité ?

Ce qui suit est un compte rendu de l'intervention d'Ingrid Darroman, militante de l'École Émancipée et CPE en lycée.

Dans la Fonction publique, aujourd'hui, à temps de travail égal et niveau d'études équivalent, l'écart de salaire entre les femmes et les hommes est de 18%. Pour l'ensemble des salarié-es, la différence de salaire est d'environ 2 mois sur une année. Pour dénoncer cela, l'association «les Glorieuses» a lancé aux femmes, le 7 novembre dernier, un appel repris par des syndicats, à s'arrêter de travailler à 16h34.

C'est quotidiennement que l'on entend que la différence entre les sexes justifie une différence de traitement. On constate dans les différents médias, auxquels la jeunesse a accès, des discours qui déconstruisent tout le travail féministe.

Le travail pour la parité reste donc à faire au plan familial, amical, professionnel et même syndical.

Mais que fait le SNES dans le travail pour la parité ?

Il est principalement abordé par le travail des commissaires paritaires sous l'angle de la carrière et n'est national que pour les agrégé-es. Le groupe «femmes» du Snes est au sein du secteur Droits et Libertés. Ce groupe ne se réunit plus régulièrement : il ne se rencontre que pour une publication annuelle. Au niveau académique, ce travail est inégal et il n'y a pas réellement de théorisation, de travail de fond ou d'alimentation des S3 ni des S2 ce qui explique la difficulté à avancer sur ce sujet dans les congrès.

Et l'EE?

Nos principaux mandats sur ce point sont la parité à tous les niveaux et la rotation des mandats. En 2014, nous avons réussi à faire intégrer aux statuts du SNES l'idée de «tendre vers la parité». C'est une victoire dont on peut se féliciter.

Maintenant il faut savoir comment faire vivre ce mandat alors que les instances ne sont pas toutes paritaires !

Comment faire progresser l'égalité femmes-hommes?

Partout : ne laisser passer aucun propos sexiste.

Au quotidien et dans nos classes : la gestion du temps hors-travail, des tâches ménagères, des enfants doit être questionnée pour casser les stéréotypes. On peut aussi agir au sein de nos classes, organiser des stages pour s'approprier des outils qui feront évoluer nos pratiques, avec nos élèves et entre eux.

Dans le SNES et la FSU : distribuer la parole équitablement, libérer celle des femmes en leur donnant la parole en premier, veiller aux horaires des réunions et aux décharges qui leur sont accordées, féminiser les textes. La proportionnalité devra être appliquée dans les élections professionnelles. Le stage FSU annuel organisé par le secteur doit être popularisé et décliné à tous les échelons.

Plus largement : au lendemain de l'investiture de Trump, il y a eu un mouvement des femmes américaines notamment pour la défense de l'IVG. Des actions solidaires en Europe ont eu lieu. **Le 8 mars** prochain sera une suite du 7 novembre avec des syndicats qui se réapproprient ces questions féministes. Les Associations féministes, CGT, Solidaires et FSU discutent de la grève pour le droit des femmes. La FSU et le SNES doivent s'investir dans la réussite de cette journée.

Pour les élections présidentielles, il faudra être vigilante : les droits des femmes sont parfois instrumentalisés pour mener des campagnes racistes, notamment contre les femmes musulmanes.

Documents d'appui :

- code du travail et loi de l'égalité professionnelle de 1982
- protocole d'accord relatif à l'égalité professionnelle
- circulaire d'application du 8 juillet 2013
- chiffres clés 2015 de l'égalité professionnelle de la FP
- bilan social de l'EN (bilan sexué). Ce bilan est décliné au niveau local (académique). Ce rapport concerne les catégories A, B et C (intéressant pour la FSU)
- *A l'échelon syndical* :
 - Mandats des trois derniers congrès avec références nécessaires (patriarcat, capitalisme, salaires, retraites, éducation, prostitution, GPA, violences, IVG...)
 - Secteur « femmes » de la FSU ; « Pour elles » spéciaux publiés sur la parité. - Travail universitaire sur « travail et genre » payé par le SNES (*Trajectoires et rapports de genre dans l'éducation*, de 2011 à 2014 sur inégalité dans le second degré en ergonomie et en sociologie avec enquêtes), publié en septembre 2014.

Nos combats pédagogiques contre l'école capitaliste

Pour traiter de cette question, l'École Émancipée a demandé à deux de ses militants de faire le point. Marc Rollin, responsable LVER au SNES, a rappelé les grands axes du projet d'école de l'EE en termes de principes et d'organisation du système et Sylvain Marange, enseignant en collège et à l'ESPE de Nantes, a passé en revue les mandats pédagogiques de l'EE pour essayer de mettre en évidence ce qui distingue, malgré des similitudes étonnantes, le projet d'école de l'EE de celui des réformateurs, tenants de l'école capitaliste.

L'école est une question politique

Outre sa fonction d'apporter de la culture générale ou spécifique, l'école a pour objectif de préparer les jeunes à leur insertion sociale et professionnelle dans la société néo-libérale. Dans ce contexte, la sélection qui se faisait autrefois avant et en-dehors de l'école, passe aujourd'hui par celle-ci.

Pour réduire les inégalités et la misère culturelle, des pistes existent :

- un parcours scolaire commun à tous les élèves dans le cadre d'une scolarité obligatoire de 3 à 18 ans ;
- une refonte des contenus et les conditions d'enseignement visant l'enrichissement artistique et culturel de chacun-e; l'épanouissement de l'individu, l'acquisition de connaissances scientifiques et techniques ;
- un cadrage national des politiques éducatives ;
- un autre pilotage des établissements (direction collégiale, autre forme d'inspection ou suppression).

On demande à l'école d'assurer l'instruction, l'éducation, voire «l'élévation» des jeunes, et ce, au nom de l'égalité républicaine, de la citoyenneté et de la laïcité.

Que dit l'École Émancipée en matière de pédagogie ?

Le projet de nouveau Manifeste de l'EE actuellement en cours d'écriture est davantage imprégné de

préoccupations pédagogiques que celui de 2002. Ce changement de perspective est sans doute à mettre sur le compte d'un changement d'époque car dès l'introduction le Manifeste met en garde : «Les pièges sont nombreux, les tenants de l'école capitaliste reprennent souvent la lettre de nos revendications, détournent nos slogans, utilisent nos propres mots pour camoufler des objectifs contraires aux nôtres. Il nous faut donc préciser notre projet pour lever les ambiguïtés.»

Dans son nouveau Manifeste, l'EE conçoit l'école comme un creuset de l'émancipation, fondé sur une culture commune « indispensable pour faire société ». Ce projet d'école repose sur l'idée que tou-ttes les élèves sont capables et éduquables. Il s'appuie sur des pratiques scolaires coopératives, qui valorisent les élèves, développent l'autonomie et la réflexion collective. Ces pratiques relèvent de l'auto-socio-construction des

savoirs, à l'opposé des pratiques transmissives. Le cœur du métier étant de garantir l'entrée dans les apprentissages de tou-ttes les élèves. Un métier de conception qui a besoin de la coopération entre enseignant-es mais qui ne s'accommode pas des contrôles et du formatage des pratiques ; qui se pense aussi en équipe pluriprofessionnelle pour

avoir « une vision globale du jeune ». Enfin, l'EE défend la pédagogie de projets.

Et les réformateurs ?

Que proposent les réformateurs de si différent ? Le nouveau Socle Commun de Connaissances, de Compétences et de Culture utilise un vocabulaire et formule des propositions très proches des nôtres (culture commune, coopération, autonomie, démocratie, refus des pédagogies transmissives, pédagogie de projet, travail en équipe, etc.). Les arguments de la réforme du collège que nous avons pourtant combattue avec force, sont d'une facture qui résonne aussi très fortement avec ce qu'écrit l'École Émancipée. Et même si nous ne mettons pas toujours le même sens sous les mots employés, ces similitudes ne s'auraient être que de pure forme.



Nos combats pédagogiques contre l'école capitaliste (suite)

Il convient donc d'identifier la source de la confusion et de dessiner des pistes de résolution de la contradiction apparente dans laquelle l'EE est prise.

Le mensonge est dans les compétences

Le concept de «compétence» a permis de réaliser un consensus entre le pouvoir économique et certains éminents pédagogues pour lesquels l'école des compétences prépare utilement à la vie dans le cadre d'une société inégalitaire qu'il n'est pas question de changer. On perçoit ici comment cette approche repose sur une naturalisation de l'existant pensé comme indépassable. Nous opposons, à l'EE, l'idée de démocratisation de l'accès aux savoirs et le principe d'émancipation individuelle et collective par les savoirs. A nous la transformation sociale, à eux la conservation de l'ordre établi ! Par ailleurs, à entendre certaines déclarations de ses défenseurs, on pourrait avoir l'impression que l'approche par compétences s'inscrit dans une optique de pédagogie dite « constructiviste », puisque c'est par l'action que les élèves apprennent. Mais c'est en fait un retournement complet des moyens et des buts. En pédagogie dite « constructiviste », on met l'élève au travail sur une tâche afin de lui faire découvrir la nécessité de concepts nouveaux.

Du handicap socio-culturel à une école de l'exigence intellectuelle

Pour nous aider à repenser la question, Jean-Pierre Terrail a mené un travail précieux¹ dont un des apports essentiels est son analyse de la thèse du handicap socio-culturel : si certains réussissent à l'école et pas les autres, c'est qu'il manquerait à ces derniers l'héritage culturel dont disposent les premiers. Il reviendrait dès lors à l'école de compenser ce manque. Terrail parle de paradigme déficitariste. Il a des effets sur les formes de conduite des apprentissages qui tendent à modérer les ambitions pédagogiques pour les publics populaires. Cette tendance lourde, à l'œuvre dans l'école depuis les années 1970-80, trouve sa forme ultime dans l'avatar

des compétences et des politiques du socle qui ne servent en fait qu'à dissimuler l'échec.

Pourtant, les récentes recherches de J.-P. Terrail permettent d'établir que l'acquisition de la maîtrise du langage oral s'accompagne d'un potentiel de maniement de l'abstraction, de raisonnement logique, de pensée réfléchie suffisant pour une entrée normale dans la culture écrite. Ce qui permet de fonder notre postulat du tous capables d'une part, et de repenser la question de la difficulté scolaire d'autre part : il ne s'agit plus de savoir comment compenser un manque, mais comment mobiliser pleinement un potentiel. Et Terrail d'opposer au paradigme déficitariste, celui de l'exigence intellectuelle².



Or concrètement dans les établissements aucun cadre institutionnel n'est prévu pour que les enseignant-es travaillent collectivement sur les dispositifs d'apprentissages présentés aux élèves, les séquences de cours et leur efficacité. On constate même que, quand ce cadre survient par la volonté de quelques collègues désireux de partager les difficultés ordinaires du métier, les chefs ont tôt fait d'essayer de

les dissoudre en tant que lieux où le métier se construit sans eux. Créer des espaces de travail collectif libres, c'est reprendre un peu de contrôle sur l'écart entre les prescriptions et le travail réel, ça peut s'opposer durement au prêt à penser pédagogique du ministère. En effet, c'est un moyen de rouvrir une perspective face au sentiment d'impuissance des enseignant-es ; un moyen de regagner en assurance et en fierté professionnelles et donc de soutenir de nouveaux cadres collectifs de résistance et de luttes ; voire un vecteur de syndicalisation à bien y regarder.

¹ le dernier numéro du *Débat* le résume bien (dossier spécial J.-P. Terrail)

² Stella Baruk résume l'idée ainsi : « tout ce qu'on pourra dire de l'intelligence de l'enfant ne renverra qu'à l'intelligibilité de qui lui aura été proposé ».

Revue de l'École Émancipée

Abonnez-vous à la revue de l'École Émancipée !

Abonnement individuel : 33 euros

Abonnement tarif réduit (revenus inférieurs à 1500 €) : 22 euros

Abonnement de soutien : 55 euros et plus...

Abonnement multiple : ajouter 11 euros pour chaque exemplaire supplémentaire

Je m'abonne pour : un an

deux ans (multiplier par 2 le montant de l'abonnement)

Nom et prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

E-mail :

Vous pouvez payer votre abonnement par carte bleue sur le site de l'EE : ecoleemancipee.org ou par chèque à l'ordre de : l'École Émancipée c/o Yves Cassuto – 25 rue de la Source – 54 000 Nancy

L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE

revue syndicale et pédagogique



n°58



n°59



n°60

Pour nous contacter :

clement.lefevre@snes.edu